

# FLASH ÉCONOMIE

## RECHERCHE ÉCONOMIQUE

11 juin 2012 – N° 411

### Quatre difficultés de la Chine dont les autorités chinoises tempèrent l'importance

**La Chine rencontre aujourd'hui quatre difficultés que les autorités chinoises ont du mal à admettre :**

- **le ralentissement important de l'industrie que confirment tous les indicateurs et qui vient de celui de toutes les composantes de la demande (exportations, investissement, vente de voitures, consommation) ; les autorités chinoises, ayant voulu tempérer l'importance du ralentissement, ont expliqué que grâce aux économies d'énergie, la consommation d'électricité ou de pétrole n'était plus un bon indicateur de la production industrielle ;**
- **la hausse des coûts salariaux menace la compétitivité de l'industrie chinoise, surtout bas de gamme ; les autorités chinoises mettent en avant les coûts salariaux plus faibles à l'intérieur de la Chine et le potentiel de gains de productivité de l'industrie avec des investissements productifs importants ;**
- **le risque inflationniste, avec la hausse des coûts salariaux unitaires qui n'est pas passée encore dans les prix de consommation (de l'industrie, des services...). Les autorités chinoises ne semblent pas admettre qu'une politique de soutien de la demande par les hausses de salaires n'est pas compatible avec une politique d'inflation faible ;**
- **le ralentissement de la consommation des ménages malgré les hausses rapides de salaires. Les autorités chinoises pensent qu'elles parviendront à arrêter la hausse de l'épargne des ménages qui neutralise l'effet des hausses des revenus salariaux, alors qu'il y a toujours les effets de l'insuffisance de la protection sociale et du vieillissement démographique.**

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteurs :

**Patrick ARTUS**

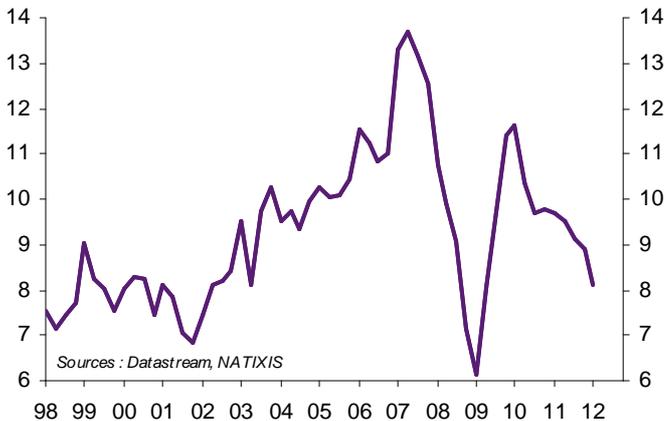
**Bei Xu**

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

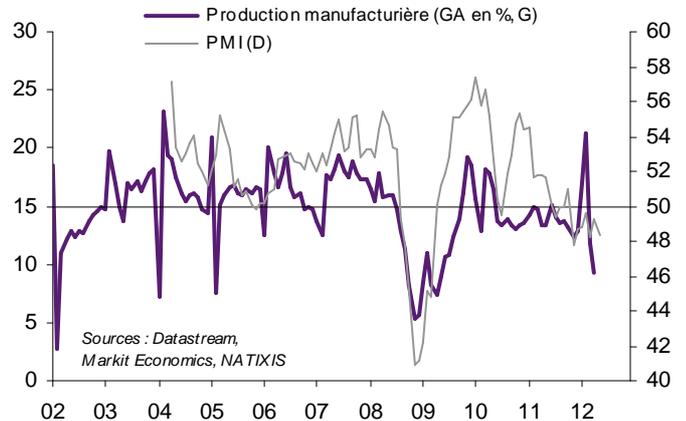
**Les autorités chinoises ont tendance à modérer les difficultés de la Chine**

Il paraît clair que **la Chine connaît un ralentissement économique important** montré par les chiffres du PIB (**graphique 1a**), de la production industrielle (**graphique 1b**), de la production d'électricité, d'acier (**graphique 1c**), de la consommation de pétrole (**graphique 1d**).

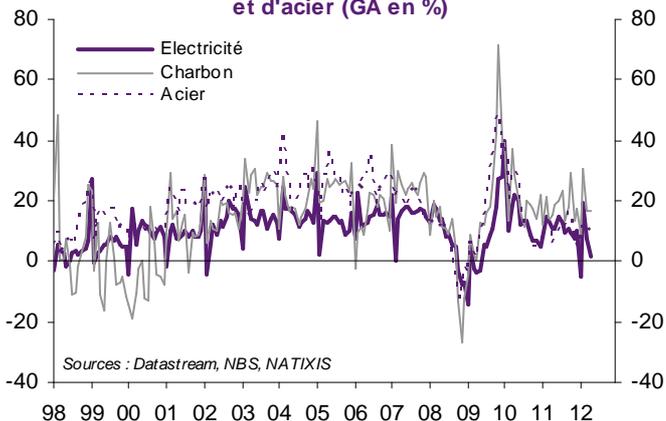
**Graphique 1a**  
Chine : croissance du PIB (en volume, GA en %)



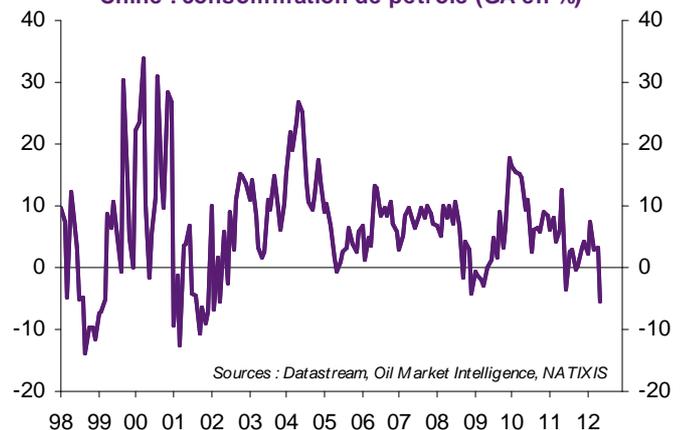
**Graphique 1b**  
Chine : production et PMI manufacturiers



**Graphique 1c**  
Chine : production d'électricité, de charbon et d'acier (GA en %)



**Graphique 1d**  
Chine : consommation de pétrole (GA en %)



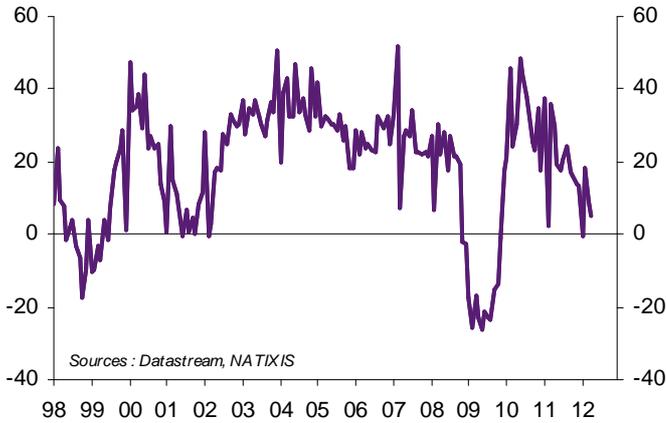
**Cette perte de croissance est due à des facteurs qui nous paraissent structurels et non transitoires. Cependant, certains arguments parfois douteux ont été annoncés pour tempérer les difficultés.**

**Sur la réalité du ralentissement présent de la croissance en Chine**

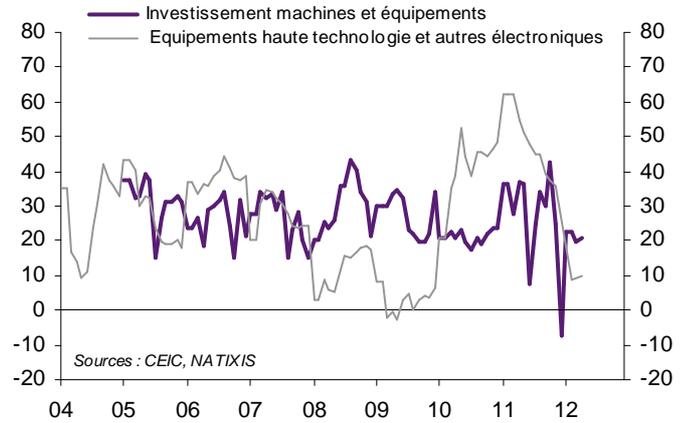
Le ralentissement de la croissance de la Chine vu ci-dessus est parfois nié. Pourtant, il correspond clairement à celui de toutes les composantes de la demande :

- exportations (**graphique 2a**) ;
- investissement des entreprises (**graphique 2b**) ;
- ventes de voitures, ventes au détail (**graphique 2c**).

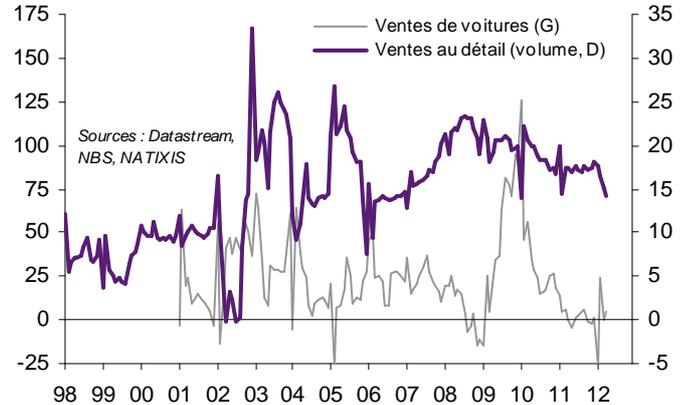
**Graphique 2a**  
Chine : exportations en valeur (GA en %)



**Graphique 2b**  
Chine : investissement (GA en %)

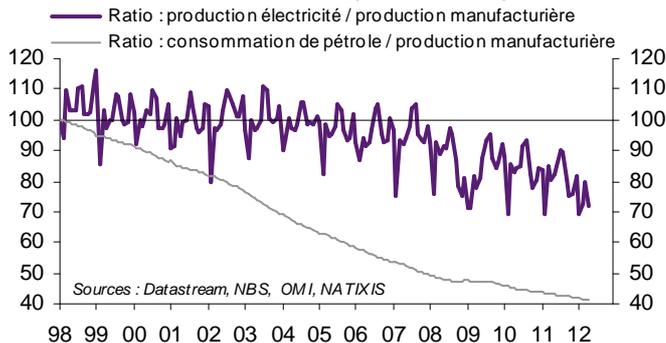


**Graphique 2c**  
Chine : ventes de voitures et ventes au détail (GA en %)

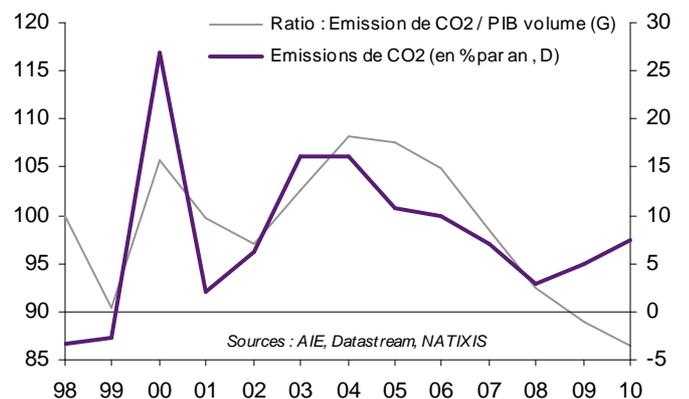


On a pourtant lu que la faiblesse de la consommation d'électricité ou de pétrole en Chine ne venait pas de la faiblesse de la production industrielle mais des économies d'énergies. **Les graphiques 2d/2e/2f** montrent que **l'amélioration de l'efficacité énergétique de la Chine reste sur sa tendance et n'accélère pas. Il est donc probable que le freinage de la consommation d'énergie reflète bien un freinage de l'activité réelle en Chine.**

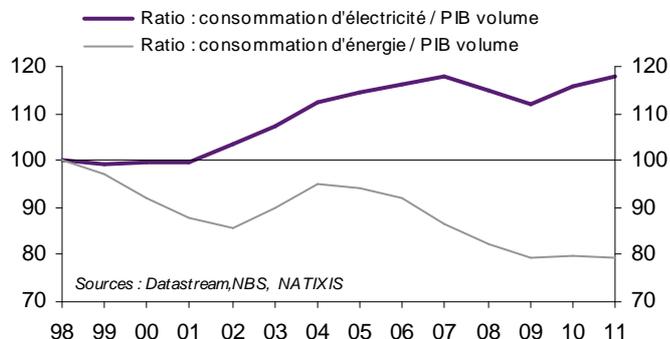
**Graphique 2d**  
Chine : ratio de production d'électricité avec la production manufacturière et ratio de consommation de pétrole avec la production manufacturière (100 en 1998:1)



**Graphique 2e**  
Chine : ratio des émissions de CO2 (100 en 1998:1)



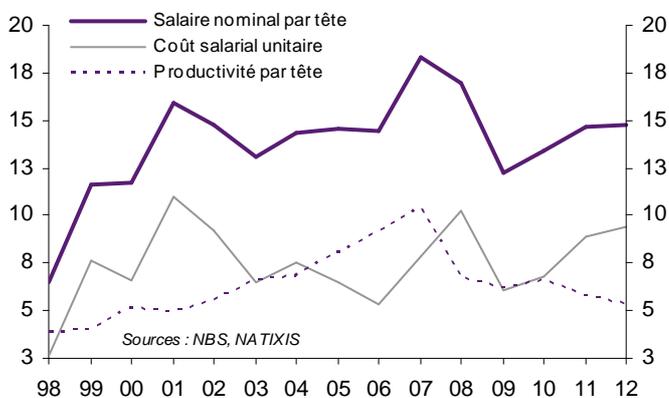
**Graphique 2f**  
**Chine : ratio de consommation d'électricité avec le PIB en volume et ratio de consommation d'énergie avec le PIB en volume (100 en 1998)**



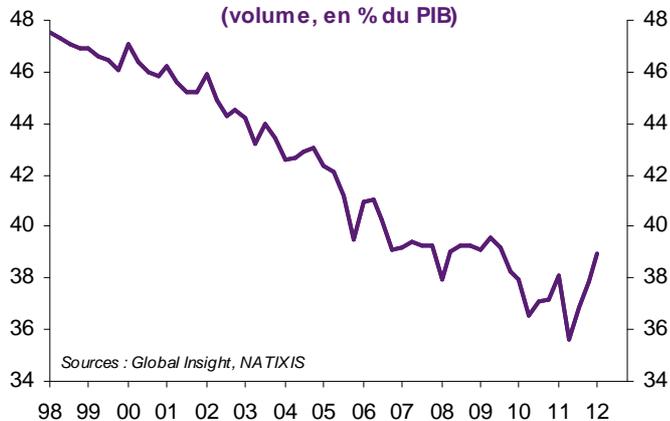
**Sur les effets de la hausse des coûts salariaux**

Les coûts salariaux augmentent rapidement en Chine (graphique 3a), ce qui est lié dans la période récente à la hausse rapide de salaire minimum (tableau 1) voulue par les autorités chinoises pour stimuler la demande des ménages et redresser la part de la consommation dans le PIB (graphique 3b). Cette hausse rapide des coûts salariaux conduit à une perte rapide de compétitivité de l'industrie chinoise (graphique 3c) à laquelle on peut attribuer une partie du freinage de la production industrielle (graphique 1b plus haut), en particulier dans les produits bas de gamme (graphique 3d).

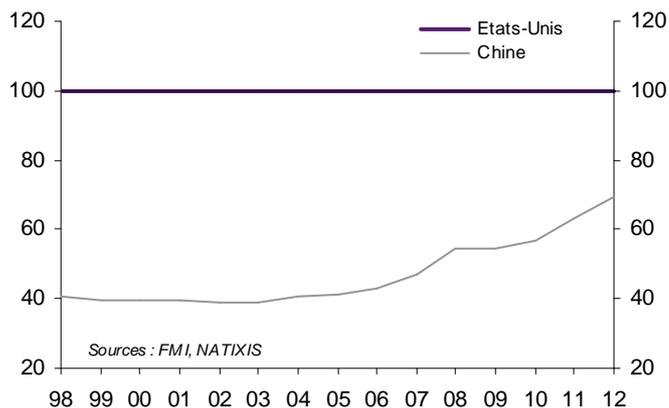
**Graphique 3a**  
**Chine : salaire nominal par tête, coût salarial unitaire et productivité par tête (en % par an)**



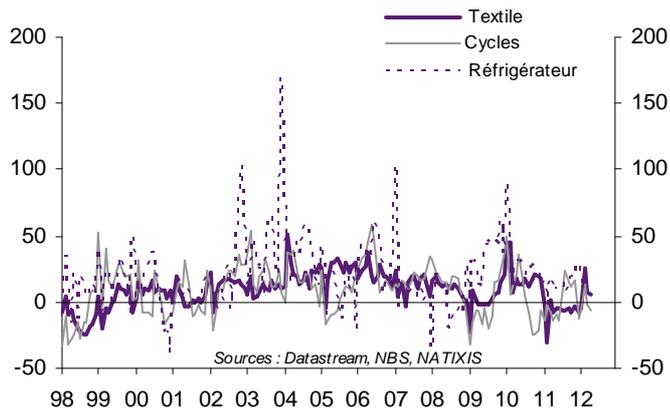
**Graphique 3b**  
**Chine : consommation des ménages (volume, en % du PIB)**



**Graphique 3c**  
**Coût salarial unitaire (Etats-Unis = 100)**



**Graphique 3d**  
**Chine : production manufacturière (GA en %)**



Graphique 3e  
Capital net en volume des entreprises par  
habitant (en milliers de dollar)

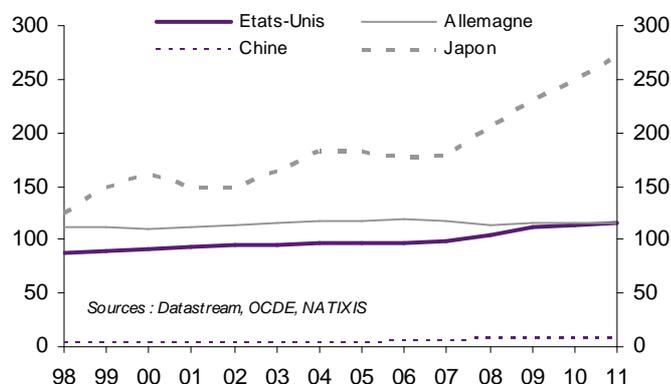


Tableau 1  
Chine, salaire minimum mensuel

	Hausse de salaire minimum (% , CNY)			Salaire minimum en USD		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Moyenne du pays	23	20	13 (prév)	127		
Shanghai	17	14	13	164	193	230
Zhejiang	15	19	NA	161	198	NA
Shenzhen	16	20	14	161	199	238
Beijing	20	21	9	141	175	200
Shandong	21	20	13	135	166	197
Fujian	20	22	NA	132	166	NA
Hubei	29	22	NA	132	166	NA
Sichuan	31	0	24	125	128	167
Shanxi	18	15	NA	125	148	NA
Henan	23	35	NA	117	163	NA
Anhui	29	40	NA	105	153	NA

Sources : NBS, Natixis

Les autorités chinoises souvent continuent à nier ce danger de hausse excessive des coûts salariaux en Chine, alors que la Chine basait sa croissance surtout sur les exportations de biens peu sophistiqués. Sont mises en avant par les autorités chinoises :

- la possibilité pour l'industrie chinoise d'aller à l'intérieur du pays avec des coûts de production beaucoup plus bas (tableau 2) ;
- la possibilité pour l'industrie chinoise d'accroître fortement les gains de productivité en investissant davantage.

Tableau 2  
Salaire moyen mensuel de différentes provinces chinoises (2010)

	Total	Manufacturier	Total	Manufacturier	Total	Manufacturier
	CNY		USD		Shanghai = 100	
<b>Provinces côtières</b>						
Beijing	5430	4025	795	590	99	93
Shanghai	5510	4347	807	637	100	100
Zhejiang	3387	2473	496	362	61	57
Guangdong	3369	2606	494	382	61	60
<b>Provinces centrales</b>						
Anhui	2778	2437	407	357	50	56
Henan	2364	2132	346	312	43	49
Hubei	2485	2155	364	316	45	50
Hunan	2651	2557	388	375	48	59
<b>Provinces de l'ouest</b>						
Chongqing	2894	2658	424	389	53	61
Sichuan	2714	2381	398	349	49	55
Guizhou	2536	2448	371	359	46	56
Yunnan	2433	2379	356	348	44	55

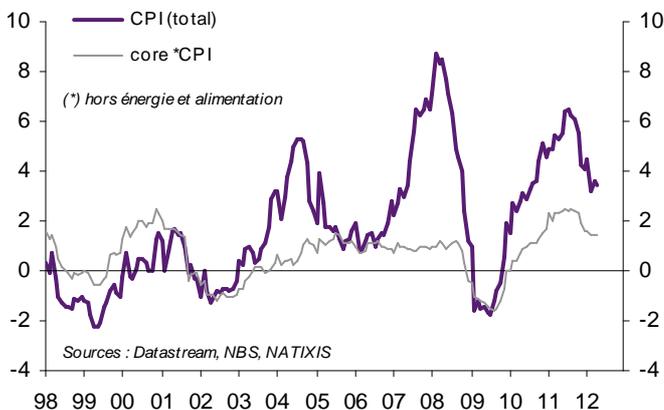
Source : NBS

Il est vrai que le capital par tête est faible en Chine (**graphique 3e**), cependant l'investissement des entreprises, on l'a vu plus haut (**graphique 2d**), ralentit fortement, et les gains de productivité sont élevés mais en ralentissement (**graphique 3a** plus haut).

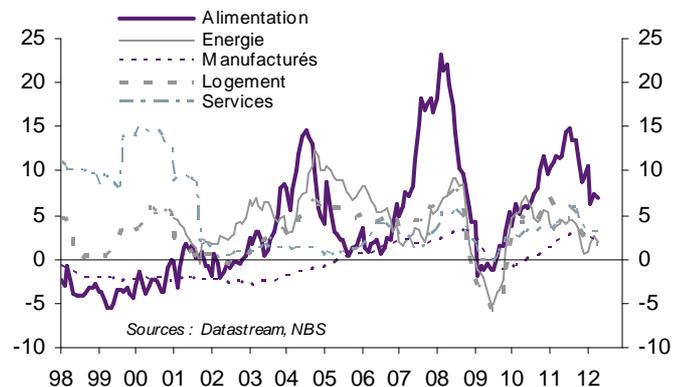
### Sur le risque inflationniste

L'inflation en Chine a jusqu'à présent été surtout due à la hausse des prix des matières premières, particulièrement de l'alimentation (**graphiques 4a/4b**). Mais on voit que **les prix à la consommation de produits manufacturés et de services (graphique 4b) augmentent nettement moins vite que le coût salarial unitaire (graphique 3a)**, ce qui veut dire des pressions inflationnistes refoulées existent encore, que **l'inflation va continuer à augmenter à moyen terme en Chine. Les autorités chinoises ne semblent pas comprendre qu'il y a une contradiction dans leurs politiques économiques : le soutien de la demande des ménages par la hausse rapide des salaires (graphique 3a, tableau 1) est incompatible avec le maintien d'une inflation faible (graphique 4a).**

**Graphique 4a**  
Chine : inflation (GA en %)



**Graphique 4b**  
Chine : indice des prix à la consommation (GA en %)

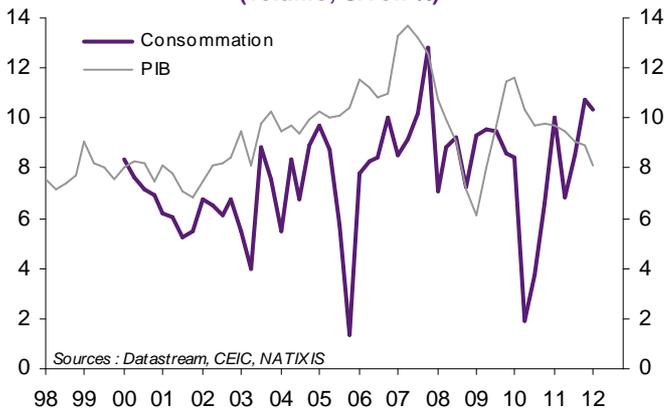


### Sur l'épargne des ménages chinois

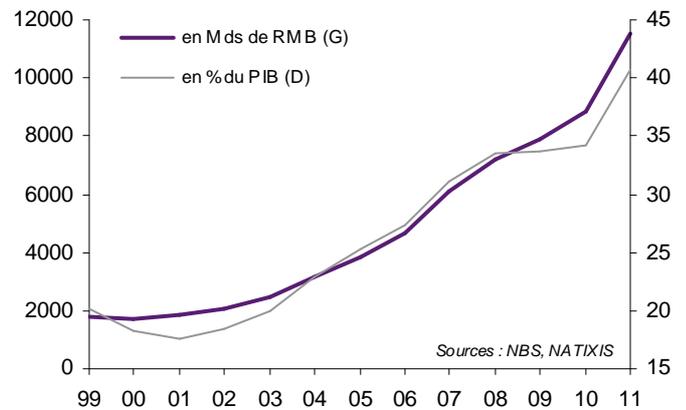
La hausse rapide des salaires en Chine (**graphique 3a, Tableau 1**) a, on l'a vu plus haut, comme **objectif de soutien la consommation. Mais la réalisation de cet objectif, avec quelques progrès en 2011 (graphique 5a) est rendue difficile par la forte hausse continue de l'épargne des ménages chinois (graphique 5b). Les autorités chinoises ont donc les inconvénients de la politique de hausse des salaires (la perte de compétitivité-coût, l'inflation) et pas les avantages (la hausse de la demande intérieure), en négligeant, ou en sous-estimant les effets sur l'épargne des ménages :**

- de l'insuffisance de la protection sociale (encadré 1) ;
- du vieillissement démographique futur (graphique 6).

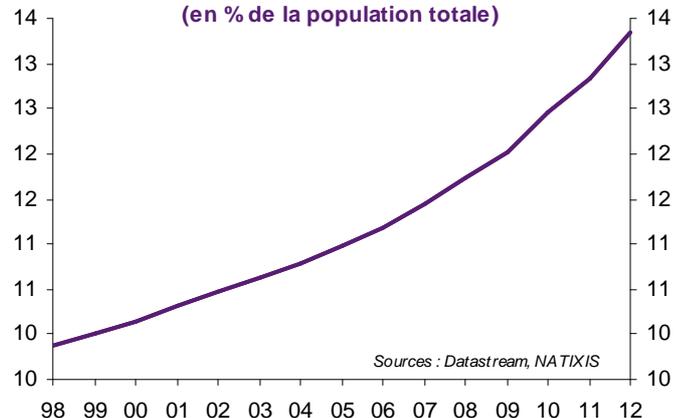
**Graphique 5a**  
Chine : consommation et croissance du PIB  
(volume, GA en %)



**Graphique 5b**  
Chine : épargne des ménages



**Graphique 6**  
Chine : population > à 60 ans  
(en % de la population totale)



### Encadré 1 Chine : état des lieux du système de la protection sociale

#### Assurance maladie

En Chine, le système d'assurance maladie est composé de trois régimes différents. Le régime pour les employés urbains (*Urban Employees' Medical Insurance*) est le plus ancien, étant créé en 1999. En fin 2011, il compte 252 millions d'adhérents. En 2002, est créé sur la base des subventions publiques le nouveau régime rural (*New Rural Cooperative Medical Scheme*) qui inclut aujourd'hui la quasi-totalité des habitants ruraux. Le régime le plus récent est celui des résidents urbains (*Urban Residents Basic Medical Insurance*), créé en 2007. Il concerne les non-salariés urbains et compte 221 millions d'adhérents en fin 2011. Le taux de couverture d'assurance maladie est donc de 95,7% avec 97,4% pour la population rurale et 90,9% pour la population urbaine.

Cependant, malgré les avancées de la réforme concernant la couverture de la population par un régime de base, la profondeur de couverture est à améliorer, c'est-à-dire le périmètre des frais remboursables et le taux de remboursement. Actuellement, le régime des employés urbains est celui qui rembourse le mieux, avec un taux moyen de 70%. Le régime des non-salariés urbains offre un taux de remboursement proche de 50%. Tandis que le régime rural ne prend en charge que les frais d'hospitalisation, avec un taux de remboursement de 44% en moyenne.

#### Système de retraite

Le système de retraite est constitué de deux sous-systèmes en parallèle.

Le système public ou parapublic concerne les fonctionnaires et les employés des institutions publiques ne faisant pas partie de l'administration étatique telles que celles d'éducation, de santé etc. La retraite de ces 40 millions d'employés d'Etat de montant supérieur à la pension des autres secteurs de l'économie est assurée par le budget sans aucune contrepartie de cotisation.

Le système d'assurance vieillesse concerne le reste de la population. Il repose sur trois piliers. Le premier est un régime de base sensé être obligatoire à terme. Dans ce régime, chaque mois l'entreprise cotise 20% de la masse salariale mensuelle moyenne de l'année précédente et l'individu 8% de son salaire mensuel moyen de l'année précédente. Dans le cas de non-salarié, la cotisation est 20% du salaire mensuel moyen de la région toujours de l'année d'avant. La pension de retraite de ce régime est en fonction du salaire mensuel moyen de la province de l'année précédente, du montant et du nombre d'années de cotisation de l'individu. Le deuxième est un régime complémentaire non obligatoire. Dans ce régime, l'entreprise et/ou l'employé cotise(nt). Le troisième est celui de l'assurance individuelle volontaire du type assurance-vie.

En fin 2011, dans les zones urbaines, le régime de base compte 283 millions d'adhérents dont 68 millions de retraités ; 15,8 millions d'individus bénéficient d'un régime complémentaire de leurs entreprises.

Concernant les résidents ruraux, à partir de 2009, le programme pilote de l'assurance vieillesse rurale a été mis en place. Les flux de travailleurs ruraux migrants vers les zones urbaines ayant accentué le vieillissement des zones rurales, le gouvernement central a décidé de financer d'une manière universelle la pension basique qui a pour un montant de 55 yuans par mois par personne âgée de plus de 60 ans. Le gouvernement local peut l'augmenter en fonction de différents critères. En fin 2011, 326 millions de résidents ruraux sont adhérents au régime rural avec des montants de cotisation annuelle au choix (100, 200, 300, 400 et 500 yuans) sachant que le montant choisi déterminera le montant de pension dont l'individu peut bénéficier plus tard. 85 millions de personnes âgées bénéficient déjà d'une retraite de base.

**Encadré 1 (suite)**  
**Chine : état des lieux du système de la protection sociale**

**Assurance chômage**

143 millions de salariés sont couverts par l'assurance chômage en fin 2011, parmi lesquels 24 millions sont des travailleurs ruraux migrants. L'indemnité au chômage est comprise entre le minimum social et le salaire minimum de la région.

**Synthèse : les autorités chinoises ne le montrent pas mais devraient s'inquiéter davantage**

Les autorités chinoises ne le montrent pas mais devraient s'inquiéter davantage :

- du ralentissement industriel ;
- de la hausse des coûts salariaux et de ses effets sur le modèle de croissance ;
- de la contradiction entre la politique de soutien de la demande par les salaires et la volonté de contrôler la compétitivité et l'inflation ;
- des facteurs qui maintiennent une épargne des ménages très élevée, empêchant que les hausses de salaires soutiennent la demande des ménages.